

## Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

### Épreuve orale d'entretien

#### Sujet n° 4

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

### La guerre de l'eau

*Sharing Water in the World: a Major Challenge for the 21st Century*; p. 171-183

**Frédéric Lasserre, 2006**

<https://doi.org/10.4000/mcv.2324>

#### Document tronqué (...) (889 mots)

La rareté de l'eau est un phénomène très relatif qui n'induit pas les mêmes effets sur toutes les sociétés. La Thaïlande et la Floride, par exemple, pourtant dotées de climats tropicaux et donc bien arrosées, manquent de plus en plus d'eau et soumettent leurs aquifères à des pompages excessifs. L'Égypte craint de manquer d'eau à court terme alors qu'elle disposait théoriquement de 936 m<sup>3</sup> d'eau renouvelable par habitant en 1995, tandis qu'Israël, avec une disponibilité théorique de seulement 389 m<sup>3</sup>, a pu assurer le développement d'une société industrielle, tout en conservant jusqu'à présent un secteur agricole important. Cette disparité de la rareté vécue ne peut s'expliquer que parce que l'usage de l'eau revêt avant tout un caractère socio-économique.

De fait, lorsque la rareté de l'eau se manifeste de façon pressante, un gouvernement peut recourir à la technologie pour pallier ce besoin à court terme : pomper davantage l'eau des nappes aquifères, construire de nouveaux canaux de dérivation, bâtir des usines de dessalement ou de recyclage. Il peut aussi encourager les agriculteurs à recourir à des techniques d'irrigation plus performantes, les citoyens à moins consommer, et les industriels à rationaliser leur consommation. Les dirigeants peuvent aussi recourir à la tarification pour faire fléchir la demande. Enfin, ils peuvent imposer des arbitrages, comme en Chine ou aux États-Unis, interdire une culture peu rentable et fortement consommatrice d'eau, abandonner les subventions au prix de l'eau agricole, voire décréter la priorité à la satisfaction des besoins de telle ville ou de telle industrie. Lorsque les gisements d'adaptation socio-économiques ont été épuisés, alors la rareté en eau se transforme en pauvreté réelle en eau.

Ce subtil dosage d'arbitrage, d'encouragement aux changements technologiques, d'investissements dans le recyclage et les mesures d'économies, ou d'efforts pour changer les attitudes socio-économiques face à l'eau, n'implique pas que l'exercice soit aisé : divers blocages peuvent paralyser les processus de changements, blocages d'ordre financier, social, économique, politique, sans compter le jeu des

représentations politiques. Et ces blocages peuvent accroître les tensions engendrées par les situations de rareté, au point de provoquer des éruptions de violence.

Bien sûr, certaines de ces options qui, toutes, relèvent de la politique intérieure, comportent un coût politique : tarifier une eau jusqu'alors gratuite ne plaira sans doute pas, de même que cesser les subventions massives pour l'eau à usage agricole. Le coût politique relatif des options coercitives conduit bien évidemment un gouvernement à privilégier l'option de l'accroissement de l'approvisionnement, mais celle-ci comporte un coût fiscal : il faut financer des barrages, des aqueducs, projets aux impacts environnementaux de plus en plus contestés et dont les rendements décroissent au fur et à mesure que les meilleurs sites sont équipés.

La décision d'externaliser la question de la rareté de l'eau, autrement dit de faire porter l'effort de recherche de nouvelles ressources vers l'extérieur des frontières, ou de présenter une ressource transfrontalière comme injustement détournée par une autre société, est ainsi la résultante d'une équation complexe dans laquelle le gouvernement gère des variables qui relèvent de la politique intérieure ; lorsque le coût perçu des mesures à prendre sur la scène intérieure dépasse le coût d'une dispute avec le voisin, il est probable qu'un différend émergera. L'intensité de celui-ci dépendra à son tour de l'évolution de cette équation. La position géographique a bien entendu une incidence dans ce choix : un État d'amont peut plus facilement se permettre d'agir de façon unilatérale, surtout s'il détient un avantage militaire.

Il serait par ailleurs illusoire de croire que ces choix s'opèrent de manière toujours rationnelle : les décisions de tout gouvernement sont également conditionnées par ses propres représentations, par sa propre lecture de l'histoire, de la géopolitique de la région, de ses objectifs et, bien sûr, par ses craintes, fondées ou imaginées, à l'endroit de ses voisins.

En fait, une observation plus attentive des conflits sur le partage de l'eau souligne le rôle désastreux que peuvent avoir les gestes unilatéraux. Dans une situation très tendue localement, où la question de l'eau se superpose aux autres contentieux, ce sont des gestes unilatéraux comme la construction d'un barrage ou d'un canal en dehors de tout mécanisme de concertation qui peuvent précipiter une crise. Beaucoup plus que la gravité de l'enjeu — la rareté relative de l'eau —, c'est le geste posé en dehors de toute concertation qui suscite la perception d'une action hostile et catalyse un conflit.

De nombreux chercheurs, dont A. Wolf, soulignent qu'aucun conflit n'a éclaté avec l'eau comme motif principal. Cependant, il convient aussi de se garder des conclusions trop rassurantes. Sceptique quant aux guerres de l'eau, Th. Homer-Dixon, constate lui aussi qu'aucun conflit n'a éclaté, malgré les cris des alarmistes, au sujet du partage de l'eau ; il reconnaît cependant que la tension croissante sur la ressource pourrait se traduire, si elle s'accroissait, par un frein sérieux à toute croissance économique et à la déstabilisation des sociétés.

Ainsi, sans qu'il y ait vraiment guerre entre deux États à propos de l'eau, il importe de souligner le rôle de la rareté de la ressource dans la déliquescence des sociétés, induite par le manque d'eau et l'incapacité d'y faire face — prologue à une possible guerre civile, à une guerre de l'eau. Faute d'investissement dans des systèmes d'irrigation plus performants ou faute d'arbitrage issu d'une coopération pleinement consentie par tous les États d'un bassin versant, la demande en eau poursuivra sa croissance.

---